

Editorial

Depuis la dernière Newsletter, datée de novembre 2007, le Programme d'Urgence a pu avancer de manière significative sur ses 3 volets, en dépit de certaines circonstances.

A l'issue des études techniques, et en parallèle à un travail de sensibilisation des bénéficiaires, le dossier d'appel d'offre pour le pavage et l'assainissement des quartiers de Bwiza et Nyakabiga a pu être lancé.

Le volet hydraulique a démarré pour le forçage de 45 puits dans la province de Kirundo, allant de pair avec la maîtrise d'œuvre, et le travail d'organisation, sensibilisation et formation des communautés bénéficiaires. En revanche, les sources aménagées dans la province de Ruyigi sont hypothéquées à cause des conditions sécuritaires difficiles, et les études pour les forages sont toujours en préparation.

Enfin, en ce qui concerne le volet Éducation, le Programme a réceptionné la majeure partie des 340.000 livres scolaires destinés aux élèves de 2^e primaire, ainsi que les premiers bancs pupitres. La vaste opération de distribution à l'intérieur du pays est imminente.

Michel Charlier

Coordonateur du Programme d'Urgence

Paver et assainir Bwiza et Nyakabiga

Une campagne de proximité avec les bénéficiaires



La 8^{ème} avenue à Bwiza, érodée par les eaux pluviales



Le problème des constructions illicites

En vue des travaux de pavage et d'assainissement de Bwiza et Nyakabiga, plusieurs réunions ont été tenues avec les représentants du Secteur Pavage du Programme d'Urgence, le PTPCE, les administrateurs et chargés de l'hygiène communales, les représentants de la Mairie et les associations de ramassage des résidus urbains (SETEMU et ADLP). Lors de ces réunions, plusieurs questions épineuses liées au démarrage des travaux ont été soulevées. Le problème de la destruction des constructions illicites en fait partie. Nombreux sont les propriétaires ou commerçants de Bwiza et de Nyakabiga dont la parcelle et/ou le kiosque a empiété sur l'emprise de la route voire sur la route elle-même. Certains ont même été jusqu'à construire leur habitation autour des pylônes électriques de la REGIDESO ou de ceux de l'ONATEL, ce qui constitue un réel danger. Or, les administrateurs communaux n'ont pas encore procédé à la destruction de ces constructions illicites par peur du mécontentement de la majeure partie des contrevenants.

Une autre préoccupation est la collecte de la redevance de 2% de participation des bénéficiaires par le PTPCE. Cette redevance de 2% est une approche participative prônée par la Banque mondiale qui

veut ainsi promouvoir l'appropriation des infrastructures pour les bénéficiaires et par conséquent en assurer la pérennité au travers d'un entretien plus régulier. Un net retard est observé pour les deux communes vu que la situation actuelle des cotisations s'élève à 26 797 238 FBU pour Nyakabiga, soit 49 % du montant total requis. Et seulement 3 352 900 FBU pour Bwiza, soit 6 % du montant total requis. A ce sujet, un malentendu subsiste pour le quartier Nyakabiga III qui n'est pas concerné par l'intervention du PU.

Enfin, la question de la sensibilisation à l'hygiène se pose encore et toujours. Le ramassage des ordures à Bujumbura reste un problème majeur. Le SETEMU ne disposant pas de moyens financiers et matériels suffisants face à la quantité de déchets solides, ils ne peuvent enlever ceux-ci régulièrement. Des études plus approfondies sur cette problématique sont en cours par le PTPCE (financement BAD) et la GTZ. A cela s'ajoutent les dérives comportementales de la population qui jette ses ordures en tout endroit non-construit et, pour le cas qui nous concerne plus particulièrement, dans le drain de Vugizo récuré récemment par le PU et sur les routes à paver. (suite p. 2)



Travaux de groupe. Atelier de sensibilisation des CLE et des CQ aux travaux de pavage et assainissement de Bwiza et Nyakabiga, décembre 2007

Les travaux débutant prochainement, il était impératif de mener une campagne de proximité afin de sensibiliser directement les populations bénéficiaires à ces problèmes. Le Programme d'Urgence a donc organisé plusieurs activités de sensibilisation, notamment par le biais de reportages RTNB, de descentes sur le terrain et de visites d'associations de ramassage d'ordures, d'émissions radios sur les Travaux Publics et la mise en contact de tous les acteurs dont le Maire. Malheureusement, ces ac-

La fin des études, le lancement des appels d'offre pour les travaux

Suite aux études réalisées par les bureaux GEOPROJET et GEOSCI, un appel d'offre international ouvert a été lancé par le Programme le 21 janvier 2008. Il a pour objet les Travaux de pavage de la voirie et d'assainissement des eaux usées et pluviales dans les quartiers de Bwiza et Nyakabiga sur un linéaire d'un total d'un peu plus de 13 km. Le marché est subdivisé en 11 lots, respectivement 7 lots pour Bwiza et 4 lots pour Nyakabiga. Toutefois, ce linéaire dépasse amplement le volume des travaux prévus initialement dans le document du projet et du budget mais de bons espoirs subsistent pour obtenir des financements supplémentaires permettant de réaliser l'ensemble du réseau envisagé dans le dossier d'appel d'offre.

tions n'ont pas débouché sur les résultats concrets escomptés. Le Programme d'Urgence a donc décidé de donner un coup de fouet à cette campagne de proximité en passant directement par les Chefs de Quartier (CQ) et les Comités Locaux d'Entretien (CLE). Cette initiative s'est concrétisée par l'organisation d'un atelier de sensibilisation de ces élus locaux le 4 décembre 2007. Le but de cet atelier était, d'une part, d'informer la population sur les travaux qui seront effectués en envoyant un message unique et clair afin de dissiper certains malentendus ou rumeurs qui circulaient. D'autre part, d'aborder et de débloquent les questions citées ci-dessus mais surtout, de laisser la population s'exprimer via leurs élus locaux sur ces questions. L'atelier fut couronné d'un franc succès et un plan d'action concret fut mis en place par les élus locaux suite aux travaux de groupe. Depuis lors, ce plan d'action a été mis en application et des actions concrètes ont été prises par les ad-

ministrations locales de Bwiza et de Nyakabiga. Le recouvrement de la collecte des 2% est effectué systématiquement. Des réunions avec les CQ, les CLE et les Chefs de Rue sont organisées de manière régulière. Ceux-ci sensibilisent, à leur tour, la population à la destruction des constructions illicites et les encouragent à procéder eux-mêmes à la démolition de leurs biens afin d'éviter un maximum de pertes. Bientôt, la Mairie, en collaboration avec les administrations locales et les bureaux d'études GEOSCI et GEOPROJET, marqueront les constructions qui ont dépassé l'emprise de la route ou la route elle-même d'une croix rouge pour en faciliter l'identification.



Sensibilisation à l'importance de la qualité des pavés

5 millions de pavés



Distribution du matériel aux associations de tailleurs de pavés

Le choix s'est porté sur le pavage afin de réaliser les travaux selon la méthode HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre). Tant les travaux, que la taille des pierres dans les carrières nécessitent un travail de main d'œuvre important et permettent donc de créer de l'emploi localement et de stimuler l'économie locale en limitant la sortie de devises. Les pavés proviendront de carrières du Burundi qui ont déjà été identifiées et qui disposent d'un permis d'exploitation remplissant les

conditions de respect de l'environnement. Des réunions avec les associations de tailleurs de pavés ont été tenues afin de les sensibiliser à l'importance de la qualité des pavés à produire conformément aux exigences du DAO.

Dans la même optique d'obtention de pavés de qualité, du matériel de taille de pavés (pioches, différentes sortes de marteaux, barres à mines, burins et pelles) fut distribué aux associations de tailleurs réunies en huit communes en décembre 2007. Cette sensibilisation et la distribution de matériel permettent également aux associations de tailleurs de pavés d'anticiper la forte demande qui apparaîtra dès l'attribution du marché de travaux. En outre, cette production anticipée favorise les chances de réalisation du projet dans le délai serré imparti au Programme d'Urgence pour parvenir aux objectifs.

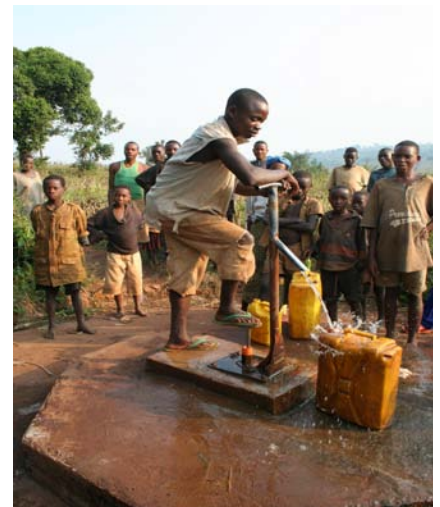
De l'eau potable pour Rutana, Kirundo et Ruyigi

En juillet 2007, un appel à manifestation d'intérêt d'organismes de type ONG fut lancé dans le cadre du projet d'amélioration de l'hydraulique villageoise dans trois provinces du Burundi. Suite à un appel à manifestation d'intérêt, une liste restreinte fut constituée et deux ONG furent sélectionnées pour l'exécution de certains volets de ce projet. L'ONG APADE animera et sensibilisera les bénéficiaires des 45 puits en province de Kirundo, en organisant et formant les comités de points d'eau. L'ONG Action Contre la Faim (ACF), quant à elle, devait réaliser la construction/réhabilitation de 125 petites sources aménagées en province de Ruyigi, y compris l'animation/sensibilisation des bénéficiaires de ces sources. Malheureusement, suite à l'attaque contre des membres du personnel d'ACF à Ruyigi le 31 décembre 2008, et la perte tragique de leur coopérante,

Agnès Dury, l'ONG en question a fermé tous ses projets au Burundi. Il faudra donc procéder à une nouvelle sélection ou réorienter ce volet du projet.

Suivant l'appel d'offre lancé en octobre 2007, le marché pour la maîtrise d'œuvre des 45 puits a été attribué au bureau d'études SHER tandis que l'entreprise Technologie Solutions assurera les travaux de fonçage.

Les dossiers d'appels d'offres pour les études de sondages électriques verticaux et pour la réalisation de 11 forages à Rutana sont en cours d'élaboration.



Des enfants puisent de l'eau dans la province de Kirundo : à la pompe ou à la source.

Améliorer les conditions d'apprentissage des élèves du primaire

340.000 livres scolaires pour les écoliers

Les 120.000 livres scolaires de français et les 220.000 livres scolaires de mathématiques pour la 2^{ème} année primaire sont en grande partie arrivés (la moitié des livres de mathématiques restants sont en cours de transport). Le PU en a accusé bonne réception. La distribution des livres a commencé début février dans les cantons scolaires de 6 provinces. Dès que la totalité des livres restants seront réceptionnés, le Programme finalisera la distribution pour couvrir les 121 cantons des 17 provinces. Au total, les livres seront répartis parmi les 346 000 élèves de 2^{ème} primaire afin de respecter la norme d'au minimum 1 livre pour 2 élèves, telle que fixée par le gouvernement.

Pour rappel, cette norme était loin d'être atteinte jusqu'à présent. Certains titres étaient partagés par plus de 5 élèves, d'autres livres n'étaient simplement pas disponibles, entravant ainsi sensiblement les conditions pédagogiques des élèves et des enseignants.

Le livre d'élève « Calcul en Kirundi, 2^{ème} année » est un nouveau titre rédigé par le Bureau de l'Education Rurale et mis en page par la RPP. Il a été tiré à 220 000 exemplaires. Pour calculer le besoin par province, les listes d'effectifs des écoliers pour l'année scolaire 2005-2006 établies par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture ont été utilisées. Le nombre d'élèves de la 1^{ère} année, qui seraient dans la 2^{ème} lors de la distribution, était de 495.961. Compte tenu de la double vacation (la moitié des élèves vont à l'école l'avant midi et l'autre moitié l'après-midi) et du souhait du Ministère d'avoir un livre pour deux élèves, le besoin est donc d'approximativement 125.000 pièces à comparer aux 220.000 livres qui seront disponibles.

Le livre d'élèves « Français, 2^{ème} année » n'est pas nouveau. D'après la liste « Taux de disponibilité des manuels scolaires à l'école primaire » de janvier 2006 établie par le Ministère, il connaissait un taux de couverture entre 20 et 30% selon les provinces. Il

a donc été tiré à 120.000 exemplaires afin de couvrir les besoins selon la formule de la double vacation et un livre pour deux élèves.

La distribution des livres scolaires a encouru un important retard sur l'agenda initialement prévu. Tout d'abord, des problèmes ont été rencontrés pour l'obtention du Copyright détenu par EDICEF pour le livre de Français. Cette maison d'édition française, qui est indiquée dans la version originale comme étant le co-éditeur avec le BER du livre de français deuxième année, prétendait être le seul détenteur des droits d'auteur de ce livre, ce qui a créé des confusions d'ordre juridique pour le lancement du marché public.

En ce qui concerne les livres de mathématiques, le non-respect du délai par l'entreprise contractante a été notamment dû au blocage de livres au port de Dar Es Salam à cause de l'engorgement de marchandises.

41 640 bancs pupitres

Actuellement, au niveau national, en moyenne 5 élèves occupent 1 seul banc pupitre. Le Burundi est donc loin d'atteindre la norme de 2 élèves par banc pupitre. Mais début 2008, 6 provinces, 47 communes et 509 écoles pourront bientôt remplir leurs salles de classe par 41 640 bancs pupitres neufs. A la date de sortie de cette Newsletter, 6 premiers containers viennent d'arriver à Bujumbura, soit 5.220 bancs pupitres. Le lancement officiel de la distribution des bancs pupitres et des livres scolaires aura lieu fin février-début mars.

Les conseillers pédagogiques visitent les écoles de l'intérieur après 15 ans d'absence

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, deux équipes de conseillers pédagogiques du BER sont actuellement en train de suivre et d'encadrer les enseignants de 2^{ème} primaire dans 280 écoles du Burundi. Cette action fait suite aux formations des enseignants de 2^{ème} primaire en Calcul, Kirundi, Etude du Milieu et Expression Plastique et Musicale qui avaient eu lieu en août-septembre 2007. L'objectif est



d'effectuer des visites de classe afin d'observer l'impact de la formation sur la qualité de l'enseignement de 2^{ème} primaire, d'une part. D'autre part, il s'agit d'identifier les difficultés éprouvées par les enseignants afin de leur donner un appui pédagogique efficace en répondant aux problèmes éventuels constatés.

Ces équipes sont accompagnées et soutenues par les inspecteurs de l'Enseignement de Base, qui sont les praticiens de terrain, et par les journalistes de la Radio Scolaire Nderagakura.

La Radio Scolaire est une radio qui appuie le Ministère de l'Education Nationale en matière d'encadrement pédagogique. Le déroulement de la leçon, les critiques et les conseils émis par les conseillers seront enregistrés par les journalistes de la Radio Scolaire qui produira des émissions scolaires ad hoc à l'intention de tous les

enseignants du pays. Ainsi, les enseignements diffusés par la radio serviront de modèle pour les écoles qui n'ont pas été visitées afin d'accroître l'impact de cette activité.

Des nouveaux renforts pour le Programme

L'Unité de Gestion du Programme d'Urgence s'est récemment renforcée par l'arrivée des personnes suivantes :

Etienne Rodenbach, secondera le Coordinateur du Programme en temps qu'Adjoint au Délégué à la Cogestion.

Eva Clymans, issue du programme des Volontaires de la Coopération de la CTB, pourra se concentrer sur les aspects qualitatifs du volet hydraulique.

Théogène Sindayigaya a été recruté en temps que Logisticien, pour organiser et superviser la vaste opération de distribution des manuels scolaires et bancs pupitres.

Rose Murekatete a remplacé Radegonde Ngirabavyeyi en temps que secrétaire.

Ntakaburimvo Déogratias a remplacé Vincent Banyaruke en tant que Directeur d'Intervention du Secteur Pavage.

Nouvelle adresse

La CTB a le plaisir de vous annoncer qu'elle déménagera bientôt dans ses nouveaux bureaux. Le bâtiment se situe à Rohero I, derrière l'Ambassade belge, dans les locaux anciennement occupés par la Banque Mondiale. Une inauguration sera prévue à cette occasion dans le courant du mois de mars 2008.

Condoléances

Le Programme d'Urgence réitère ses plus sincères condoléances à ACF pour la perte tragique de leur collègue, Agnès Dury, le 31 décembre 2007.

Le Programme d'Urgence a le regret d'annoncer la perte de l'ancien Directeur d'Intervention du Secteur Pavage, Monsieur Vincent Banyaruke, décédé le 27 décembre 2007.

Toutes l'équipe présente ses condoléances à la famille du défunt.

Contacts

- **Michel Charlier**
Chargé de Programme
T: 78869390
E: michel.charlier@btcctb.org
- **Emmanuel Tungawese**
Directeur d'Intervention Secteur Education
T: 79938657
E: ematunga@yahoo.fr
- **Paul Bimazubute**
Directeur d'Intervention Secteur Hydraulique
T: 79963567